



■ **Dominique AUVERLOT**, *Chef du Département Recherche, Technologies, Développement Durable, Centre d'Analyse Stratégique*

Je vais vous présenter les résultats d'un travail mené au sein du Centre d'Analyse Stratégique, ex Commissariat Général au Plan, sur une prospective de l'économie numérique.

Prospective que nous avons appelée : « *La société et l'économie à l'aune de la révolution numérique : enjeux et perspectives 2015-2025* », menée à la demande du Secrétariat d'Etat en charge du Développement de l'économie numérique. L'objectif est pour aboutir à un certain nombre de recommandations pour préparer le futur, le devenir de notre économie.

Nul ne peut savoir ce que sera l'économie numérique en 2025, surtout dans un secteur où les bouleversements sont particulièrement rapides. Nous avons néanmoins cherché à identifier un certain nombre de mécanismes permettant d'expliquer ou tenter de comprendre comment l'économie numérique peut se développer, avec un principe clé : placer l'utilisateur au cœur de la réflexion. La méthodologie a consisté à analyser ce qu'est l'économie numérique à travers ce que nous avons appelé un « *système de 42 variables et de 5 composantes* ». Ces 5 composantes sont les usages, l'offre et le marché du numérique, les technologies, la gouvernance du numérique, ceci sous l'impulsion d'un contexte extérieur représenté par la lutte contre le changement climatique, le vieillissement démographique pour les pays occidentaux, la mondialisation et le potentiel humain. Nous avons cherché à documenter ces 42 variables pour arriver à des méso-scénarios par composantes et 6 scénarios globaux.

Le premier est un scénario tendanciel, dit « de cloisonnement ». C'est une sorte de prolongation des tendances actuelles intégrant le développement fantastique du numérique dans tous nos usages. Dans ce scénario le téléphone portable va réaliser la convergence de l'ordinateur, de la télévision et du téléphone. La réalité augmentée fera son apparition avec un internet des objets qui prendra toute sa place, et où les réseaux sociaux continueront à se développer. Les entreprises, elles aussi, utiliseront le numérique. Le Gouvernement cherchera à accompagner le mouvement en investissant. Les administrations chercheront aussi à développer le numérique. Un développement fort, mais avec un développement contraint. Premiers points de limitation : l'endettement, une limitation des budgets de l'Etat entraînant un frein sur le déploiement du très haut débit. Conséquence, une certaine fracture, limitation de l'e-éducation, de l'e-santé, de l'e-administration. La France réduite par ces freins, il ne peut y avoir de véritable marché européen où s'imposent des produits dans le monde entier. De là, une certaine accélération du dépositionnement des entreprises européennes au bénéfice des Etats-Unis ou des pays émergents.

Le second scénario, nommé « blocage sociétal », est plus pessimiste. Il part du scénario tendanciel avec un développement très important du numérique jusqu'aux années 2015. Puis surviennent des incidents : absence de sécurité des transactions commerciales, non-respect des données privées, multiplication des cyber-attaques, virus et paralysie de certains systèmes d'information. Ces problèmes conduisent à une méfiance généralisée. On se détourne de la toile, ou on ne l'utilise que pour ses besoins propres. Certaines sociétés ne fonctionnent plus qu'en réseau privé sécurisé comme le font déjà certaines entreprises.

Troisième scénario, c'est « une économie numérique au service du développement durable », ce qui conduit en France à une prise de conscience écologique forte, visant une réduction de 30% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. L'économie numérique sert ces buts, avec le développement extrêmement important du *smart dread* ou des réseaux intelligents à l'intérieur du domicile, permettant de gérer l'énergie. Réseaux intelligents y compris en amont du compteur pour bien gérer les énergies renouvelables. L'adoption des technologies les plus propres, le plus rapidement possible, peut conduire à fortement acheter étranger et à une certaine perte de notre compétitivité nationale.

Le scénario 4 est « au service des interactions sociales et de l'emploi ». Confrontés à un après-crise difficile, avec un chômage important, durable et largement supérieur au chômage frictionnel, la volonté est de développer en France des emplois non-délocalisables et des savoir-faire traditionnels. L'économie numérique devient un outil au service de l'interaction sociale et de l'emploi. Outil de lien social, de nouvelles solidarités qui conduit à vouloir lier tout le monde à la toile, donc à couvrir l'ensemble du territoire en haut débit, à renforcer la formation numérique pour tous. C'est aussi la volonté d'éco-activités locales, de développer l'e-proximité en créant des liens de proximité avec les administrés. C'est l'explosion des réseaux sociaux, l'explosion des échanges commerciaux sur internet. Eventuellement la création d'une monnaie virtuelle électronique.

Le 5<sup>ème</sup> scénario, nommé « à la recherche du point de croissance supplémentaire », s'appuie sur l'idée de reconquérir la compétitivité de notre économie. L'idée est d'aller chercher une productivité supplémentaire pour améliorer la compétitivité de nos entreprises et du pays tout entier. La France cherche à ce que soit institué un véritable marché unique européen dans le domaine du numérique. Elle développe le réseau très haut débit pour les pôles de la connaissance, les universités, les centres de recherches, les pôles de compétitivité et pour les principales entreprises. La formation est destinée à créer cette nouvelle économie numérique, donc à développer des produits numériques. Par cette formation renforcée, les entreprises utilisent les technologies numériques à tous les stades de la fabrication d'un produit, à travers des plateformes intégrées et à travers des processus d'éco-conception. Les crédits consacrés à la R&D et à l'innovation sont extrêmement importants, que ce soit pour les nanotechnologies, les NBIC ou les sciences cognitives. Ce « scénario du renouveau » se préoccupe à la fois de l'économie verte, du lien social, et de la compétitivité.

**Nos recommandations à court terme :**

- la création d'une instance de gouvernance et d'éthique du numérique. Le Conseil National du Numérique pourrait en être l'auteur ou le moteur principal.
- Prévenir le risque de déstabilisation des réseaux critiques avec le développement d'un réseau numérique sécurisé pour l'Etat, l'identification des infrastructures numériques critiques à 2025.
- Déployer les réseaux avec un très haut débit sur une partie significative du territoire.
- Assurer une couverture haut débit de l'ensemble du territoire
- Favoriser le développement de l'internet des objets.

**Deux messages principaux :** placer l'homme au centre de la réflexion, avoir une approche systémique qui suppose de pratiquer une politique d'évaluation et d'amélioration continue.